

Québec, le 6 mai 2004

L'Europe : quoi, comment, jusqu'où?

Louis Dupont et Joël Rouffignat

Chers amis,

Mon nom est Jules Lamarre.

Au nom de la Cellule Asie du Sud-Est et du département de géographie de l'Université Laval, permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue à notre quatrième café géographique.

Ce soir, c'est avec plaisir que nous accueillons Louis Dupont qui va animer une discussion sur le thème : « L'Europe : quoi, comment, jusqu'où? » un thème d'actualité, s'il en est un.

Louis Dupont est québécois d'origine. Il a étudié la géographie à l'Université Laval et détient un doctorat de l'Université d'Ottawa dans le domaine de la géographie culturelle. Après un détour de quelques années aux États-Unis, Louis vit maintenant en France où il est Directeur du Laboratoire Espace et Culture à l'Institut de géographie de Paris.

Pour lui donner la réplique et alimenter d'un point de vue québécois la discussion sur cette Europe en mutation, nous avons aussi invité Joël Rouffignat, professeur au département de géographie de l'Université Laval. En plus d'être un spécialiste du domaine de la sécurité alimentaire, Joël Rouffignat s'intéresse tout particulièrement à la géographie de l'Europe qu'il enseigne à l'Université Laval depuis 25 ans.

Je vous remercie.

Le Professeur Louis Dupont s'est présenté au Café Chez Temporel accompagné de trois de ses collègues de Paris IV, les Professeurs Micheline Hotyat, directrice du département de géographie, Raphaël Schirmer et Jean-Pierre Peulvast, ainsi que d'une trentaine d'étudiants, surtout français. Louis Dupont a d'abord profité de l'occasion pour présenter à ses étudiants quelques-uns de ses anciens professeurs de Laval qui se trouvaient dans la salle, ce qui a été un moment fort amusant.

Louis Dupont a voulu nous entretenir de l'Europe en devenir. Le moment était particulièrement bien choisi étant donné son élargissement récent à 25 et l'annonce des prochaines élections européennes. Il a choisi de procéder par questionnements pour mieux susciter le débat.

Les thèmes abordés ont été les suivants : 1) La fin de la nation? 2) Vers une Europe des régions? 3) Quelle prochaine Constitution européenne? 4) Quelle culture européenne? et 5) Jusqu'où ira la nouvelle Europe? Mais auparavant, Louis Dupont nous a brossé à grands traits un portrait de l'Europe actuelle.

Le 1^{er} mai 2004, 10 nouveaux pays, dont la Pologne, ont été intégrés à l'Europe dont la population a alors été portée à 450 millions de personnes. L'Europe, comme institution politique, comprend d'abord un Conseil et une Commission européennes, un parlement de même que des fonctionnaires basés à Bruxelles. Géographiquement, elle est ensuite traversée par divers systèmes de frontières. Ainsi, il y a une Europe légale à 25 participants, il y a l'Europe de Schengen à l'intérieur de laquelle on peut circuler sans contrôle frontalier; il y a la zone Euro; puis il y a une zone de libre-échange extensible, etc. Mais l'Europe est surtout un projet en devenir puisque bien des discussions ont lieu sur de possibles « jusqu'où va s'arrêter l'Europe? ». Par exemple, il y a la Turquie qui frappe à la porte, puis la Russie avec laquelle il faudra bientôt transiger, etc.

Quoi qu'il en soit, le moteur qui anime présentement l'Europe n'est plus celui qui, au lendemain de la seconde guerre mondiale, a présidé à la création de la Communauté européenne. C'était un « Plus jamais la guerre » qui avait alors incité le Président De Gaulle à inviter l'Allemagne, qu'il avait pourtant combattue, à former avec la France le cœur de ce qui allait devenir l'Union européenne. L'Europe du commencement était essentiellement une œuvre humaniste. Puis la dimension économique a pris le dessus et il y a eu l'Europe des ententes sur l'acier, les produits agricoles, de la compétition avec les Américains. En dedans, c'est maintenant l'économie qui cimenterait l'Europe et, en dehors, c'est le besoin de s'unir pour faire face à la concurrence internationale.

La fin de la nation?

« Qu'est-ce que ça veut dire, être un Européen? Qu'est-ce qu'on fait de la nation, quand on est Européen? », se demande Louis Dupont. La souveraineté des nations qui composent l'Europe serait déjà partiellement entamée, soutient-il, par la nouvelle Europe. En effet, environ 50% des lois qui sont maintenant adoptées en France, par exemple, doivent maintenant se plier à des directives émises par le Parlement européen. Bien sûr, la France et les autres nations participent aux discussions qui conduisent à l'émission de ces directives. Toutefois, cela se fait loin de chez soi, c'est-à-dire à Bruxelles, et par des gens qui n'ont de comptes à rendre à personne. Dans un tel contexte, qu'advient-il de la souveraineté des nations qui composent l'Europe?

Ainsi, suite à l'adoption de lois impopulaires les citoyens français manifestent dans les rues contre leur Gouvernement sans savoir que ce dernier doit souvent légiférer dans le respect de directives émanant du Parlement européen. Dans la nouvelle Europe, la nation ne serait-elle plus qu'une illusion? Par exemple, lorsque le Président Chirac, en période d'élections, promettait aux Français de faire baisser la TVA, dans les faits il avait les mains liées. Parce qu'une telle décision relève dorénavant de Bruxelles. Sauf exception (Le Pen), les politiciens n'osent même plus aborder franchement la question de l'incidence de l'Europe sur la souveraineté des nations européennes, sous peine de suicide politique.

Avec la nouvelle Europe, selon Louis Dupont, les nations européennes risquent de se retrouver coincées dans l'équivalent d'un carcan fédéral canadien. Par exemple, le Québec doit légiférer en tenant compte de champs de compétences clairement définis dans la Constitution canadienne, Constitution que bon nombre de Québécois jugent encombrante au point de vouloir mettre fin à

tout prix au pacte canadien. Donc, d'un point de vue Québécois, pourquoi les nations européennes voudraient-elle absolument se contenter de souverainetés partagées?

Vers une Europe des régions?

S'il existe encore une Europe des nations, il y a une Europe des régions qui est en voie de se constituer. Depuis longtemps les régions font connaître des revendications auprès d'États qui ne s'empressent jamais d'y répondre. Pourquoi ne profiteraient-elles pas de l'ouverture qui se présente pour s'émanciper à des degrés divers, comme dans le cas de la Bretagne, des Pays catalan et basque, mais aussi dans celui des nouvelles régions socioéconomiques et culturelles transfrontalières qui se dessinent à l'heure actuelle? En effet, l'occasion est belle pour les régions anciennes ou nouvelles de dresser une nouvelle carte politique européenne sur des bases autres que nationales, maintenant que les nations s'affaiblissent par en haut. À ce chapitre des nouvelles régions, Louis Dupont cite l'exemple de l'Alsace qui multiplie les liens avec des États d'outre-Rhin, en tablant sur une histoire régionale commune et l'usage d'une même langue, l'allemand. Le même phénomène s'observe également dans le nord de la France, cette fois avec la Flandres et, bientôt, la Wallonie toute proche.

Ainsi, une Europe des vieilles et des nouvelles régions se constitue qui porte ombrage à l'hégémonie traditionnelle des nations dans une Europe en devenir.

Quelle Constitution européenne?

À l'échelle européenne, le paysage politique apparaît morcelé. Des décisions se prennent au Parlement européen qui n'ont pas force de loi. Les députés européens sont élus mais sans être imputables de leurs décisions envers leurs commettants. Ces députés forment une assemblée délibérante qui adopte des directives. Mieux payés que des députés de l'Assemblée nationale française ou de la Chambre des Communes britannique, ces élus passent pour avoir la vie douce et, surtout, pour être payés à ne rien faire. Tout ceci n'aide en rien à la valorisation du rôle de la nouvelle instance décisionnelle européenne. C'est pourquoi on ne se bouscule jamais pour aller élire ses représentants à l'Europe.

Se pose ensuite la question de savoir sur quelles bases édifier de façon réaliste cette future Constitution européenne à laquelle aspirent des personnages de l'envergure de l'ancien Président français Valéry Giscard D'Estaing. Et une fois établie, selon quels mécanismes pourra-t-on modifier cette Constitution? Par exemple, pour faire adopter un projet d'amendement de la constitution canadienne (1982), il faut obtenir l'accord d'au moins sept provinces représentant plus de 50 % de la population. Qu'en sera-t-il en Europe? Faudra-t-il l'accord de plus de 50% de la population? Est-ce qu'en faisant front commun la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, qui regroupent 70% de la population de l'Europe, pourront faire adopter toutes les lois qu'ils veulent? Aura-t-on besoin de l'accord d'au moins 12 pays? Rien n'est encore décidé à ce sujet.

Pour le moment, ce sont les chefs d'États européens réunis au sein du Conseil de l'Europe qui prennent les décisions. Mais celles-ci échappent à tout contrôle démocratique. Il y a un déficit très net à cet égard. C'est la raison pour laquelle des gens comme l'ancien Président Giscard D'Estaing tiennent fermement à l'adoption d'une Constitution européenne capable de clarifier ce qui relève de l'intérêt commun européen et des intérêts particuliers nationaux. Mais pour

trancher, il importe de bien saisir en quoi consiste la spécificité de l'Europe en tant que nation. Donc, à quelles conditions pourrait-on parler d'une « nation » européenne? Pour répondre à cette question, il faut faire une incursion dans le domaine des valeurs et des cultures.

Quelle culture européenne?

En Europe, il y a un moteur économique et un moteur politique, soit. Mais pour cimenter l'Europe, il faut aussi un moteur culturel, c'est-à-dire un ensemble de valeurs concrètes qu'on ait envie de partager et, au besoin, de défendre. Pour le moment, de multiples visions du monde se côtoient dans l'espace européen. Certes, la collaboration tant économique que politique peut être acquise sans trop de difficultés. Mais culturellement, c'est encore l'Europe des nations qui domine. Il faudra bien s'entendre dans ce domaine culturel sinon l'ensemble européen demeurera toujours fragile.

Quelles sont-elles, ces grandes valeurs européennes que l'on pourrait souhaiter partager? De grands courants existent bel et bien : il y a l'Europe comme foyer gréco-romain, du monde classique, de la chrétienté, des Lumières, de la modernité. Mais une fois la liste achevée, comment faire en sorte que les Européens prennent conscience de l'importance de ces grandes valeurs dans la vie de tous les jours? Selon Louis Dupont, pour le moment il n'y a qu'un seul sentiment qui semble faire l'unanimité en Europe, soit un mépris certain pour les fonctionnaires de Bruxelles...

Ces grandes valeurs européennes dont il vient d'être question et qui ont façonné l'Occident en entier demeurent particulièrement abstraites. Elles ne se traduisent en rien de bien concret que ce soit dans les rapports interpersonnels ou dans les rapports internationaux européens.

Jusqu'où ira la nouvelle Europe?

Il y a la Turquie qui frappe à la porte. En quoi le passé chrétien de l'Europe peut-il véritablement la concerner? De son côté, la grande majorité des Tchèques se définit comme athée. D'autre part, jusqu'où les Lumières étendent-elles leur portée, dans le temps et dans l'espace? Est-ce que ces obstacles détermineront réellement jusqu'où ira l'Europe? La question des valeurs à partager se pose avec beaucoup d'acuité et pourrait bien limiter l'expansion de l'Europe.

Par ailleurs, nous l'avons dit, l'Europe se maintient aussi grâce à des politiques économiques communes, notamment en agriculture. Mais s'il y a un scandale sur la planète, c'est bien celui de l'agriculture, de s'exclamer Louis Dupont. La compétition que se mènent Européens et Américains dans le domaine agricole a mené à la surenchère des subventions. En conséquence, la France est maintenant en mesure de vendre sur le marché sénégalais ses poulets à des prix capables d'y tuer la production locale. Et c'est sans compter que l'argent dépensé par les Sénégalais pour l'achat de poulets s'en va directement en France. Mais comment va-t-on se sortir d'un système de compétition qui persiste à affamer les pauvres du monde, de se demander Louis Dupont? Par ailleurs, mettre un terme à ces subventions menacera-t-il l'accord international européen, et plus précisément la stabilité même de l'Europe?

Puis il y a cette Europe assiégée qu'on nous présente quotidiennement à la télé. Est-ce en voulant se protéger de l'afflux des populations affamées d'Afrique que l'Europe trouvera sa cohésion et

marquera sa frontière? Les pauvres arrivent de partout. Ils sont comme des ombres qui forment les nouvelles populations errantes. Les nations européennes ne peuvent absorber autant d'arrivants en si peu de temps sans risquer la catastrophe. De là tous les resserrements que l'on observe du côté de l'immigration. Pourtant, on sait que l'Europe sera bientôt en manque d'immigrants, à cause du vieillissement des populations dans les pays riches qui ont cessé d'avoir des enfants en grand nombre. Il faudra bien poursuivre la compétition avec les Américains et, un jour ou l'autre, les immigrants seront les bienvenus!

Ces ainsi que des débats cruciaux, toujours houleux, portent sur la question des valeurs « à partager ». Ces échanges, on les voudrait inclusifs mais ils tendent trop souvent à produire l'effet contraire. Ils contribuent à renforcer cette image d'une Europe qui se construit en mode défensif. En cela, malheureusement, la nouvelle Europe ressemblerait beaucoup aux États-Unis des Américains.

Réactions « à froid » du Professeur Joël Rouffignat

La question de la future Constitution européenne serait une source d'inquiétude, selon Joël Rouffignat. Elle touche ce dernier principalement par son inutilité. Il faut se rappeler que c'est l'absence de règles qui aurait toujours obligé les nations européennes à s'entendre pour mieux coopérer. Certes, cela n'aura jamais été facile. Mais avec cette Constitution qui s'en vient, l'Europe risque de tomber dans le modèle canadien où plus personne ne peut bouger le petit doigt sans devoir rendre des comptes à tout le monde. L'Europe s'est d'abord construite sur des valeurs humanistes et non pas économiques, comme maintenant. Ces valeurs humanistes ont favorisé la bonne volonté et inspiré le désir de convergence. C'est grâce à elles que l'Europe a pu se rendre là où elle est aujourd'hui. La Constitution européenne serait donc à la fois quelque chose de bon et de mauvais. Elle a du bon quand elle scelle un moment de convergence. Mais il ne faudrait pas la laisser tuer la spontanéité. On a souvent comparé l'Europe à un vélo, rappelle Joël Rouffignat. Et un vélo, « si tu arrêtes de pédaler, et bien ça tombe ».

Selon Joël Rouffignat, de son côté la nation fait penser au nationalisme et à Le Pen. Bien sûr, si l'on réfère à la nation en tant qu'organisme politique à l'échelle duquel des décisions doivent se prendre, de niveau de partage des champs de compétences politiques, alors va pour la nation. Mais si la nation est invoquée pour contester l'Europe, alors la nation peut bien disparaître. Parce qu'on n'a plus besoin des horreurs que l'on doit au nationalisme, manière Le Pen justement.

Pour Joël Rouffignat, l'Europe est une construction étonnante. Elle a été mise en route au lendemain de la 2^e guerre mondiale par des gens qui s'étaient combattus mutuellement et qui ont tout de même réussi à s'entendre sur un projet d'union. Mais l'Europe a beaucoup évolué depuis. Des régions et des réseaux de villes s'ont en train de se constituer qui transcendent maintenant les frontières nationales. Ces nouvelles configurations doivent avoir la possibilité d'aboutir. C'est en ce sens, notamment, qu'une Constitution européenne risque de faire obstacle à des développements qui s'annoncent prometteurs. Il ne faudrait pas arrêter l'Europe, même si elle est toute croche, même si elle fonctionne mal. À l'usage, elle a démontré qu'elle pouvait se bâtir, cahin-caha, sur des valeurs de respect, de démocratie, de tolérance et de justice. Une Europe capable de se construire en mode coopératif serait probablement en mesure d'éviter de n'être simplement qu'une fédération européenne « à l'américaine » soumise aux prétendues lois du marché. C'est la raison pour laquelle Joël Rouffignat souhaite que l'on continue longtemps à

payer des gens à ne rien faire à Bruxelles parce que cela pourrait bien aider l'Europe à faire mieux que l'Amérique.

Discussions

La question de la langue

Éric Waddell a d'abord insisté sur l'importance de la langue. Quelle sera la langue de la nouvelle Europe, se demande-t-il? Les choses s'annoncent compliquées à cet égard. Il voudrait savoir comment les Européens abordent cette question.

Louis Dupont : La question est importante mais elle ne peut être posée dans des termes nord-américains. En France, la langue française est souveraine. L'allemand est souverain en Allemagne et l'italien l'est en Italie, etc. Ces langues n'ont même pas besoin de rayonner à l'étranger. Les Français peuvent faire ce qu'ils veulent de la langue parlée française, la truffer de mots anglais, la badigeonner d'argot parisien absolument incompréhensible pour des Québécois. Le fait est que le français, en France, n'est pas menacé de disparition comme peut l'être le français de la Nouvelle-Angleterre et même celui du Québec, là où il n'est encore que la langue d'une minorité d'Amérique du Nord. Selon Louis Dupont, il apparaît clair que la langue de communication intra-européenne sera l'anglais, langue qui ne risque aucunement de se substituer à l'usage des langues souveraines à l'échelle des nations européennes.

Joël Rouffignat rappelle alors que l'anglais n'a jamais fait partie du décors européen avant l'entrée en scène toute récente du Royaume-Uni. Mais, d'autre part, il ne faudrait pas oublier que pour les nouveaux arrivants d'Europe de l'Est, qui ont 50 ans de passé à mettre de côté, le recours à l'anglais constitue une façon de se rapprocher des Américains. En ce sens, l'usage de l'anglais comme langue de communication intra-européenne ne serait pas qu'instrumental puisqu'il possède des connotations politiques évidentes.

Renforcer l'identité européenne

Un intervenant dans la salle insiste ensuite sur l'importance pour les Européens de bien saisir ce en quoi consiste la spécificité culturelle européenne, si l'on souhaite vraiment construire l'Europe sur une base identitaire forte. Cet intervenant rappelle que historiquement les nations européennes ont compris ce que c'était que d'être Français, Allemand, etc., à l'occasion de confrontations avec leurs voisins. Selon la même logique, les Européens seront, même malgré eux, amenés à reconnaître les valeurs qu'ils aspirent à partager à l'occasion des prochaines confrontations militaires à venir avec des nations extra-européennes, par exemple.

Selon Éric Waddell, il serait à ce moment-ci question de systèmes de valeurs partagées au plan géographique. On peut entrevoir comment de tels systèmes se constituent en considérant la place qu'occupe l'Europe dans un contexte mondial. Ainsi, l'Europe possède plusieurs façades dont une donne sur l'Amérique. Or, le rapport qu'entretiennent les États-Unis et la France au plan stratégique est essentiel puisque c'est grâce à la France que les États-Unis possèdent une emprise

sur l'Europe. Pour les Américains, pas question de mettre un terme à leur emprise sur l'Europe! Ensuite, il y a les deux autres façades, la façade avec la Russie, qui est fondamentale, et puis une troisième avec la Méditerranée, c'est-à-dire la façade qui donne sur le monde arabe. L'Europe navigue depuis 50 ans entre ces trois univers en tissant des liens et en déployant des réseaux de communications, d'échanges, de partage, de dialogue, etc. Dans ces conditions, on peut se demander comment évolueront ces systèmes de relations dans le contexte de la nouvelle Europe.

Une intervenante de la salle insiste sur le fait que ce sont justement les États-Unis qui auraient obligé les nations européennes à se fédérer pour qu'elles leur servent de bouclier et de lance contre le communisme, pour commencer, puis, plus récemment, contre les pays arabes. Pour cette intervenante, l'Europe serait en réalité un prolongement des États-Unis à l'heure où l'on exige des Européens qu'ils se définissent une culture commune... « Mais ça n'a pas de sens, ajoutez-elle! »

À son tour, Joël Rouffignat souligne le fait que lorsque l'on parle de la culture européenne, au fond, on voudrait sans doute pouvoir faire référence à un seul système bien identifié de valeurs et non pas à un ensemble de cultures diverses. Mais est-on obligé de réduire toute la richesse culturelle de l'Europe à un système unique de valeurs, se demande-t-il? Doit-on obligatoirement apercevoir au plus vite ce système de valeurs qui risque de n'être qu'imaginaire? Plutôt que de se mettre à la merci d'un mirage quelconque, pourquoi ne pas tout simplement continuer à cultiver ces grands ensembles bien réels de valeurs européennes, ces grandes cultures, lesquelles justement distinguent bien les Européens des Américains, des Russes et des Arabes? « Moi je pense que cette capacité de garder l'hétérogénéité, la diversité sur son territoire, c'est ça qui est justement au centre de cette construction européenne. »

Ceci amène Joël Rouffignat à inviter les Européens à s'insurger contre toute entreprise de laminage qui nuirait à la construction d'une Europe ouverte sur la diversité des peuples, des langues, des cultures, etc. L'objectif visé devrait donc être d'éviter tout ce qui pourrait causer une diminution de l'Europe, comme l'adoption d'une Constitution, notamment.

Enfin, un intervenant de la salle souligne que l'identité, ce peut être à étages et à géométrie variable. On peut ainsi éprouver à la fois le sentiment d'être français et européen selon les circonstances et à des degrés divers. Par exemple, un Québécois en Asie va se présenter de bonne foi comme Canadien tout en se définissant comme Québécois une fois de retour à la maison. Parce que, nationaliste ou pas, un Québécois se sent généralement plus québécois que canadien.

L'Europe est la seule solution possible

Louis Dupont soutient qu'il n'existe actuellement aucune alternative à l'Europe. C'est la raison pour laquelle sa construction devrait être encouragée sans restriction. Mais, ajoute-t-il, il faut s'attendre à passer à travers des moments difficiles. Ainsi, comment les Français réagiront-ils le jour où ils comprendront vraiment qu'ils ne contrôlent plus leur nation, de se demander Louis Dupont? Mais aussitôt il souligne que le passage à la nouvelle Europe ne sera pas vécu de la même manière en Allemagne, par exemple, là où dès la fin de la seconde guerre mondiale on a fait son deuil de la nation. En France, toutefois, un ressac risque de se produire. C'est là que le dernier questionnement de Louis Dupont prendrait tout son sens: jusqu'où, l'Europe?

De nationalité italienne, Layla Protopapa reconnaît que la question de la souveraineté nationale est particulièrement importante aux yeux des Européens en général. Mais en posant cette question dans des termes strictement italiens, on découvre alors l'existence d'une perspective nouvelle et encourageante. En effet, en matière de développement économique il existe un clivage saisissant entre les situations qui prévalent en Italie du Nord et en Italie du Sud. Alors que l'Italie du Nord serait, d'après l'économiste Joseph Stiglitz, le foyer économique le plus dynamique de la planète, plus au sud il existe pourtant une autre Italie qui fait figure de pays pauvre et arriéré. De ce point de vue, l'ouverture à l'Europe s'avère sans doute la chance à saisir pour une Italie du Sud pressée d'effectuer son rattrapage économique. En effet, grâce à l'Europe, les régions périphériques pourront acquérir plus de pouvoir, et plus d'argent également. Une forme de gouvernance supranationale n'en serait donc que plus bénéfique pour aider l'Italie du Sud à se sortir de son retard économique.

Une intervenant de la salle ira dans le même sens en soutenant que grâce à l'Union européenne, le pouvoir centralisateur de l'État français a bien été forcé de lâcher prise en faveur d'une décentralisation qui tire toujours de l'arrière par rapport à ce qui se passe en Allemagne et en Espagne.

Raphaël Schirmer soutient que la future Constitution européenne répond à un besoin essentiel : elle explicitera enfin les nouvelles règles du jeu. Alors les gens seront en mesure de mieux saisir ce que signifie le fait d'appartenir à l'Europe. Selon lui, cet exercice devrait pouvoir aider à combler le déficit démocratique énorme qui existe dans le rapport à l'Europe. Raphaël Schirmer signale que dans la banlieue parisienne populaire où il habite, les taux de participation aux élections nationales sont déjà catastrophiques. Dans ces conditions, il se demande pourquoi les gens iraient davantage voter pour se prononcer au sujet d'une Europe qui, pour le moment, leur fait l'effet d'une totale abstraction. Ces gens ne savent pas que, via les directives qu'il émet, le Parlement européen intervient dans le processus législatif français. En ce sens, l'avènement de la Constitution européenne, qui partagera les champs de compétence entre les uns et des autres, aura un effet pédagogique certain.

Pour Raphaël Schirmer, l'enjeu de l'adoption d'une Constitution européenne a d'abord à voir avec la réduction de ce déficit démocratique inquiétant. Quant à cet effet d'uniformisation qu'elle pourrait induire à la longue, Raphaël Schirmer n'y croit pas vraiment. Selon lui, durant bien des siècles à venir, il y aura encore des différences culturelles marquées entre Latins, Anglo-Saxons, Germains, etc. Avant tout, une bonne Constitution devrait pouvoir aider les Européens à comprendre à quoi sert l'Europe. Et c'est ça la chose la plus importante dans l'immédiat.

Joël Rouffignat abonde alors dans le même sens en reconnaissant qu'il importe certainement de mieux informer les Européens sur l'importance que revêt la formation de l'Europe.

Intégration européenne et identités nationales

Jean-Louis Desrochers fait ensuite porter les échanges sur les rapports qui existent entre intégration et identité. Au Canada, par exemple, à chaque fois que le gouvernement canadien s'est fait centralisateur, on a pu observer une montée du nationalisme québécois, notamment. L'intégration à l'Europe avec les pressions que cela impose aux nations européennes ne risque-t-elle pas de provoquer une montée des nationalismes européens, se demande-t-il?

Selon Louis Dupont, il est clair que tout ce qui secoue des habitudes peut entraîner des réactions défensives. Il cite en exemple les Amérindiens du Canada qui ont été poussés dans la modernité sans leur consentement et qui, lorsqu'ils se sentent dépassés par les événements, retrouvent périodiquement le besoin d'un retour vers des valeurs plus traditionnelles, vers des repères familiers. Devant la peur du vide, une certaine recherche de sécurité est normale. C'est vrai pour les Amérindiens pour qui la modernité bouscule des habitudes mais c'est également vrai pour les Européens pour qui l'intégration à l'Europe peut obliger à modifier des modes de vie. En Europe, les cultures sont très territorialisées et leur diversité est considérable. De ce point de vue on pourrait s'attendre à ce que l'europanisation puisse être facilitée par des mécanismes gouvernementaux permettant d'éviter les trop grandes secousses.

À cet égard, toutefois, le cas du passage à l'Euro est révélateur de capacités d'adaptation parfois insoupçonnées. En France, selon Louis Dupont, le désastre avait été annoncé sur tous les haut-parleurs : le passage à l'Euro ne pourrait être que catastrophique. Pourtant, il s'est opéré pendant qu'on sabrait le champagne devant les guichets automatiques. Même chose pour l'adoption du passeport européen. Ce qui fait dire à Joël Rouffignat que contre toutes attentes les gens semblent adhérer facilement aux nouveaux symboles européens à leur être proposés.

Le programme Érasmus est ensuite cité en exemple. Il permet de multiplier les échanges d'étudiants en Europe. Du point de vue culturel, cela ne sera pas sans conséquences. Une intervenante de la salle rappelle ensuite que l'uniformisation culturelle entraînée par la circulation des gens en Europe ne date toutefois pas d'hier. Il s'est fait des échanges commerciaux depuis toujours, et que dire des guerres qui ont toujours causé des déplacements considérables de populations. Selon Joël Rouffignat, qu'il ait été possible de mettre au point un programme d'échanges tel que Érasmus en contexte européen serait quelque chose de fantastique. On ne pourrait jamais imaginer la création d'un tel programme dans un cadre canadien, ajoute-t-il. C'est là que l'on voit toute la différence de modes de construction.

Pour Louis Dupont, la nation aurait du bon et du mauvais. Certes les montées de nationalismes ont pu mener à la guerre. Mais sans la nation, toute démocratie est difficilement envisageable. Puis certaines nations, dont la France, ont pu imposer ailleurs leurs valeurs et leur culture, se constituer des zones d'influence économique et ainsi déclencher des flux de migration dans les deux sens. Mais, de ce point de vue, l'État national est de moins en moins dans la course à mesure que s'estompe son pouvoir normatif et que les nationalismes ont le champ libre. Il y a certainement un problème de ce côté.

Selon Raphaël Schirmer, ce n'est pas la montée des nationalismes, comme telle, qui serait le plus à craindre, mais plutôt celle des populismes, c'est-à-dire de tous les mouvements anti-pouvoir qui se dessinent un peu partout en Europe. Cette montée serait une réponse à l'incapacité de l'Europe, notamment, à satisfaire aux attentes d'individus qui se sentent perdus dans un monde apparemment dirigé par des technocrates insensibles à leurs attentes. Dans ces conditions, il est facile de répondre favorablement aux sollicitations de démagogues capables de canaliser le mécontentement à l'échelle nationale en multipliant les promesses irréalistes. De là l'importance de mieux faire connaître l'Europe et, surtout, de montrer comment s'en servir de façon démocratique.

L'avance de l'Europe

Pour un intervenant de la salle, l'avance de l'Europe entraîne des problèmes politiques, économiques et religieux auxquels on n'aurait pas suffisamment réfléchi. Par exemple, d'un point de vue politique, l'avance de l'Europe ne risque-t-elle pas d'amplifier en Europe le déficit démocratique dont il a déjà été question? Par ailleurs, la religion chrétienne a toujours assuré une certaine cohésion de la population européenne. Qu'en sera-t-il après l'admission de pays où l'on ne pratique pas la religion chrétienne? Par exemple, la Turquie aurait bien de la difficulté à intégrer les rangs de la chrétienté. Selon cet intervenant, l'obligation de pratiquer la religion chrétienne pourrait être incluse dans la prochaine Constitution européenne. Du moins, il y aurait certainement lieu d'y réfléchir.

Joël Rouffignat a alors soutenu que la question religieuse n'a pas sa place dans la nouvelle Europe. Il rappelle que les Turcs sont en Europe depuis plus de 500 ans, que les Bosniaques sont, eux aussi, bel et bien des Européens, qu'il y a plus d'immigrés en Europe qui parlent arabe qu'il n'y a de représentants des minorités historiques européennes comme les Basques, Catalans, Écossais, etc., réunis. L'Europe n'a pas à faire de ségrégation sur une base religieuse ou autrement. Éric Waddell ajoute ne plus vouloir d'un monde dans lequel on trouve des moyens de garder la richesse pour soi et de laisser la misère aux autres.

Pour sa part, Louis Dupont perçoit l'avance de l'Europe comme un processus civilisateur. En ce sens, le cas de l'accession de la Turquie à l'Europe risque d'être exemplaire. Pour appartenir à la nouvelle Europe, les aspirants doivent en effet respecter des normes en matière de déficit budgétaire, d'institutions démocratiques, quant au respect des minorités, etc. On peut ainsi amener un pays comme la Turquie à respecter ces normes.

Mais, ajoute Joël Rouffignat, il faudrait autant que possible éviter de civiliser la Turquie de la façon dont les Américains sont en train de civiliser l'Irak... « Parce que si c'est ça l'Europe, alors on arrête tout de suite! »

Conclusion

La salle du Café Chez Temporel où nous nous trouvions était bondée à craquer. Plus personne ne pouvait bouger de son siège! La soirée s'est déroulée dans la gaieté et les Québécois présents, moi le premier, en ont beaucoup appris sur cette Europe en mutation si éloignée de nos préoccupations quotidiennes, de ce côté-ci de l'Atlantique. Mais après avoir entendu tous ces témoignages, cette Europe-là ne pourra plus nous laisser indifférents.

Jules Lamarre, Ph.D., chercheur associé et
 coordonnateur de la Cellule Asie du Sud-Est
 Département de géographie
 Université Laval, Québec, Canada
 Site web de la CASE : www.ggr.ulaval.ca/case/case.htm